

Intervention au Conseil National des 3 et 4 septembre de Martine Perez, sur la crise.

La crise prend une telle ampleur que les capitalistes ne savent plus trop comment la faire accepter et payer par les peuples. Si bien que quelques tenants des plus grandes fortunes supplient le gouvernement de les autoriser à participer au pot commun en versant quelques miettes de leur honteuse fortune. Nous n'avons cessé de répéter que ce que nous vivons, n'est rien d'autre que la crise du capitalisme, crise mondiale qui ne se règlera que par un changement radical de société plaçant l'humain comme priorité.

Tout cet été, de prétendus experts nous ont seriné avec la dette. Les mêmes qui depuis des années nous bernent et continuent d'envahir les grands médias pour nous terroriser, pour nous convaincre que nous devons comme toujours nous serrer la ceinture. Ils vont même jusqu'à dire que finalement nous ne sommes pas si mal lotis, qu'il y a pire. Certains allant jusqu'à déclarer qu'en France, on vit mieux qu'avant !

En fait ce qu'il appelle la crise de la dette n'est rien d'autre qu'une étape de plus vers le chaos, c'est un véritable coup d'état des financiers.

Dans toute l'Europe, les gouvernements qu'ils soient de droite ou socialistes, renoncent et capitulent. Ils se couchent face aux marchés financiers et comme le couple Sarkozy/Merkel, prônent pour les peuples rigueur et austérité. C'est leur fameuse « règle d'or » que viennent d'adopter très majoritairement les députés Espagnols.

Elections présidentielles obligent, on veut nous imposer les limites du débat en dehors duquel, on serait hors jeu. Qui sera le meilleur ou la meilleure pour nous imposer les sacrifices tout en les faisant accepter, en rassurant les marchés financiers ?

Cela explique que 62% des français considèrent que la gauche ne ferait pas mieux que la droite parce qu'on leur a inculqué l'idée que la gauche se résume au Parti Socialiste qui renonce d'aller chercher l'argent là où il est. Parti Socialiste qui bien que majoritaire dans les régions, les départements et la plupart des grandes villes, capitule.

Notre objectif premier, avec le Front de Gauche, est de démontrer qu'il existe une gauche du courage. Une gauche qui veut affronter les marchés financiers, leur reprendre le pouvoir pour le donner au peuple.

Les forces de résistance aux logiques d'austérité peuvent devenir majoritaires en France comme en Europe.

En 2005, nous avons gagné sur le rassemblement de toutes celles et tous ceux qui refusaient le fameux traité européen contraire à leurs aspirations et à leurs besoins.

En 2012, avec le Front de Gauche, nous pouvons aussi rassembler et unir sur l'aspiration et l'urgence à un véritable changement, sur des contenus crédibles. Nous devons mener une campagne liant à la fois nos explications sur la crise, la dette, avec des mots aussi simples que possibles, compréhensibles par le grand nombre, mais aussi, sur la perspective qu'une autre société est possible.

En 2005, Marie-George disait quand on est de gauche, on vote NON.

En 2012, disons quand on est de gauche on combat l'austérité.